

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 129 de l'ordre du jour
Santé mondiale et politique étrangère

**Lettre datée du 7 décembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Malawi
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de Président du groupe des représentants permanents des États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Président de la Communauté et Président de la République du Malawi, Lazarus McCarthy Chakwera, concernant l'interdiction de voyager imposée par des pays du monde entier aux pays d'Afrique australe à la suite de la découverte d'un nouveau variant du virus à l'origine de la COVID-19 (voir annexe).

J'ai l'intention de me référer à cette déclaration lors du débat que l'Assemblée générale consacrera au point 129 de l'ordre du jour intitulé « Santé mondiale et politique étrangère » durant la reprise de sa soixante-seizième session. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée, au titre du point 129 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur et Représentant permanent
de la République du Malawi
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
Président du groupe des représentants permanents
des États membres de la Communauté
de développement de l'Afrique australe
(Signé) Perks M. Ligoya



Annexe à la lettre datée du 7 décembre 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Malawi auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Président du Malawi et Président de la Communauté de développement de l'Afrique australe, Lazarus McCarthy Chakwera, sur les interdictions de voyager imposées par des pays du monde entier aux pays d'Afrique australe à la suite de la découverte d'un nouveau variant du virus à l'origine de la COVID-19

Le 2 décembre 2021

C'est avec beaucoup d'inquiétude et de déception que la Communauté de développement de l'Afrique australe a pris connaissance de la décision prise précipitamment par certains pays, essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, d'interdire les voyages à destination et en provenance de huit pays d'Afrique australe, à savoir l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe.

Nous ne rejetons pas la légitimité du droit qu'a chaque pays de protéger sa population et de réduire autant que possible le risque d'importation de nouveaux variants du virus à l'origine de la COVID-19, mais nous condamnons la réaction automatique qui a suivi la découverte révolutionnaire du nouveau variant faite par l'Afrique du Sud. Un peu moins de deux semaines après l'annonce faite par ce pays, le variant Omicron du virus à l'origine de la COVID-19 a déjà été signalé dans 23 pays.

On sait maintenant que le nouveau variant était déjà présent dans divers pays occidentaux avant sa découverte par l'Afrique du Sud, notamment aux Pays-Bas, pays qui n'ont pas fait l'objet d'une interdiction de voyager. Pourtant, même les pays d'Afrique australe qui n'ont pas signalé un seul cas du nouveau variant, comme l'Eswatini, le Lesotho, la Namibie, le Mozambique et le Malawi, ont été placés sur liste rouge en ce qui concerne les voyages internationaux.

Nous dénonçons ce ciblage apparent des pays de notre région et réaffirmons que les interdictions de voyager dénotent un manque de solidarité mondiale et sont en contradiction avec le Règlement sanitaire international (2005), qui oblige les pays à diffuser dans les meilleurs délais des informations sur les urgences de santé publique.

On ne peut que louer l'Afrique du Sud d'avoir alerté la communauté internationale sur l'existence d'un nouveau variant qui circulait déjà dans le monde. Je félicite tout particulièrement les scientifiques sud-africains pour la rapidité avec laquelle ils ont informé l'Organisation mondiale de la Santé de l'existence de ce nouveau variant.

Les scientifiques du monde entier s'accordent à dire que les interdictions de voyager ne contribueront pas à réduire la propagation du nouveau variant. Au contraire, les résultats immédiats de cette mesure sont très clairs : elle nuit à un secteur touristique déjà fragile, réduit le transport de biens essentiels, y compris des vaccins et des kits de dépistage de la COVID-19, qui font cruellement défaut, et accélère la contraction des économies de la région dans son ensemble.

Il est regrettable que ces mesures aient été imposées sans le moindre fondement scientifique et qu'elles soient clairement discriminatoires et injustes à l'égard des habitants de notre région. Ces mesures enhardiront tous ceux qui rejettent les vaccins

contre la COVID-19 et entraveront sérieusement la vaccination non seulement en Afrique australe, mais aussi sur le reste du continent et au-delà.

Nous demandons à tous les pays qui ont imposé une interdiction de voyager à l'Afrique australe de revenir sur leur décision pour éviter d'infliger de nouveaux dommages économiques dans notre région et ailleurs et d'entraver davantage l'action multilatérale qui est menée pour mettre un terme à la pandémie. Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la coopération économique internationale, à l'appui de notre intégration régionale, et appelons à une solidarité accrue lors de crises de toutes sortes, y compris celles tenant aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux pandémies.

Nous sommes solidaires des peuples de l'Afrique du Sud, du Botswana, de l'Eswatini, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie et du Zimbabwe et nous nous engageons à continuer de soutenir l'action qu'ils mènent pour faire face aux problèmes provoqués par la pandémie, remettre leurs pays sur la voie de la reprise économique et reconstruire la région en mieux.
